

Document de travail

Burkina Faso : Gnagna - Y a-t-il une nécessité d'aide alimentaire structurelle?

Ruud Bronkhorst

Introduction

Ce document de travail comprend quelques remarques concernant les possibilités de développement que l'offre la province de Gnagna. Dans la région Est dont le Gnagna fait partie il y a plusieurs activités en cours qui ont des effets bien positifs mais il faut toujours chercher des possibilités de rendre les interventions encore plus efficace. C'est à cause de ça que ce document de discussion est écrit.

A partir des données concernant la production, la superficie et les rendements de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH les possibilités de la province concernant l'autosuffisance sont examinées, accompagnées des idées comment utiliser ces possibilités pour un meilleur développement de la province. Les céréales secondaires ainsi que le niébé et les arachides et le sésame sont examinés.

Cette analyse est suivie par une proposition d'utilisation d'une partie du surplus agricole pour les cantines scolaires d'une telle façon que tous les partenaires y profitent.

Ensuite quelques conclusions sont tirées.

Céréales secondaires

En examinant les chiffres concernant Gnagna il faut tenir compte du fait que les données au niveau national sont plus fiables qu'au niveau provincial. Le coefficient de variation pour la superficie exploitée soit le plus élevé de tout le pays, 15% (pour Burkina Faso 2%)¹.

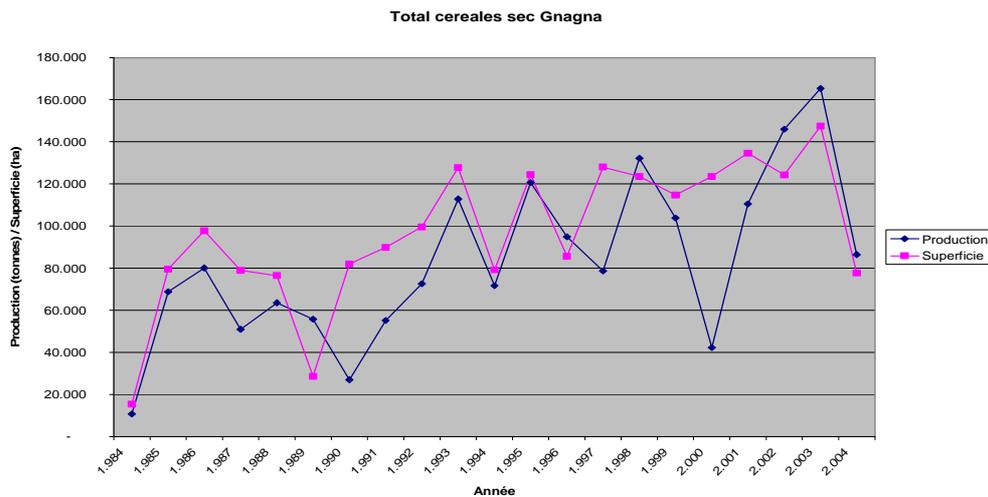
La production des céréales secondaires (mil, sorgho et maïs) a augmenté d'une moyenne de 54.952 tonnes sur la période 1984-89, à 86.915 tonnes pendant 1990-99 et 110.088 tonnes sur la période 2000-04.

Le superficie utilisée pour cette production pendant cette période a augmentée d'une moyenne de 62.738 ha pendant 1984-89 à 105.469 ha sur 1990-99 jusqu'à 121.536 pendant la période 2000-04².

Ça implique que sur une période de 20 ans la superficie utilisée pour les céréales secondaires a presque doublée et la production a un peu plus que doublée.

Grappe 1 montre la relation entre production et superficie des céréales secondaires à Gnagna. Il s'agit ici des superficies en pure et en association et de la totalité de la production.

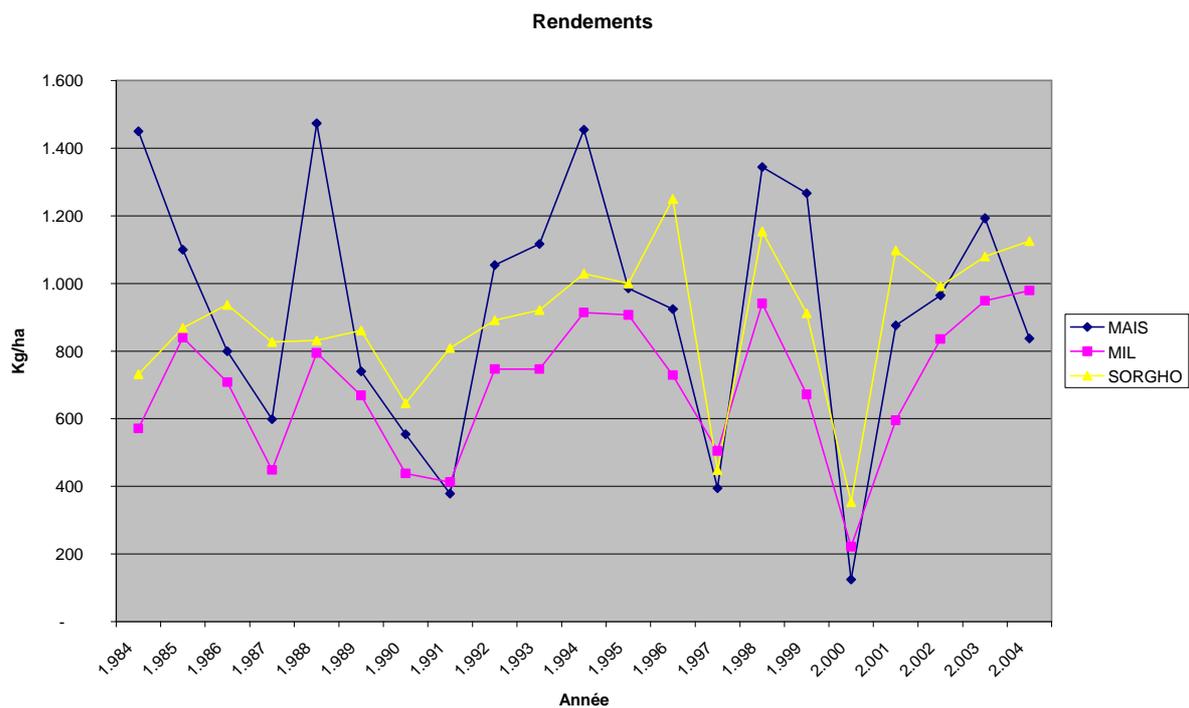
Graphe 1 Production et superficie des céréales secondaires



Source : A base des données de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH

Graphe 2 montre les rendements des céréales secondaires à Gnagna.

Graphe 2 Rendements des céréales secondaires à Gnagna



Source : A base des données de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH

Les rendements dans graphe 2 sont les rendements des cultures pures.

Il apparaît du graphe que les rendements maximaux du maïs n'ont pas augmenté depuis les années '80. Le sorgho par contre donne mieux dans les bonnes années, ainsi que, soit dans une moindre mesure, le mil.

De cette faible augmentation des rendements on peut conclure qu'il y a toujours des possibilités à augmenter les rendements. Des possibilités à faire ça sont à travers la formation et l'utilisation des intrants et des semences améliorées.

La situation dans le passé était que la terre dans cette province était cultivée d'une façon moins intensive qu'aujourd'hui. A cause de ça il y avait des possibilités pour l'élevage (transhumant) et pour laisser la terre en friche avant de la cultiver de nouveau tous les deux. L'expansion de l'area cultivée implique que, comme les terres meilleures ont été cultivées premièrement, les dernières années de plus en plus des terres marginales ont été mises en culture. Sans doute ça aura des conséquences pour l'élevage (pastorale).

Pour les planificateurs il est donc important de prendre en compte les conséquences économiques d'un tel changement. A quoi bon est-il exécuter des projets visant à une augmentation de production de l'agriculture quand les effets économiques et sociaux positifs sur le plan national de l'élevage (transhumant et sédentaire) sont plus importants ? Seulement une analyse socio-économique ex-ante peut répondre à cette question importante du choix de la sorte d'intervention.

Quand on a choisi sur une base rationnelle pour l'expansion de l'agriculture, le problème qui suit est de quelle façon l'amélioration de production peut être atteint le mieux. Meilleures techniques agricoles et inputs améliorés sont les méthodes les plus propagées.

L'approche du volet agriculture du programme CRS en coopération avec l'ONG Tin TUA en cours est la suivante :

Le problème le plus ressenti par les villageois est la dégradation des sols. Ils n'ont pas le matériel nécessaire pour faire les travaux sur les champs nécessaires. A cause de ça ils sont contents que le projet leur ne donne pas seulement la formation, mais leur a donné aussi ces outils de travail (outils comme la charrette, la charrue, la houette, le pique etc.). L'approche du projet est intéressante : Les outils n'ont pas été donnés aux paysans individuels, mais au groupement. Ces outils sont utilisés pour les travaux communs mais peuvent aussi être utilisés pour le travail privé. Quand quelqu'un veut utiliser les outils, il doit payer pour l'utilisation, le montant étant différent pour chaque type d'outil. Les membres du groupement paient un prix réduit en comparaison avec les non membres. Des montants payés un fonds de roulement est créé duquel les réparations nécessaires et des achats nouveaux peuvent être financés.

En plus de vulgarisation, le projet donne aux participants des semences et on commence des expérimentations avec différentes sortes de semis. Finalement on veut atteindre une situation dans laquelle il y a dans chaque village encadré quelqu'un qui s'occupe des semences pour l'année prochaine et avec qui les villageois peuvent acheter.

Des contacts ont été établis avec les volets micro finance et cantines scolaires du projet CRS en cours pour mieux coordonner les activités des différents volets dans le futur.

Le projet de recherche TASIM-AO écrit dans sa synthèse des études régionales Dédougou, Fada M'Gourma et Kaya que le manque de moyens financiers est dans ces trois régions un handicap primordial à la croissance de la production marchande (TASIM-AO 2004). Il n'y a pas de raison pourquoi la situation à Gnagna serait différent, donc le problème de manque de pouvoir d'achat est très important et doit être abordé.

Cette nécessité d'augmentation des revenus financières crée le lien entre les volets agriculture et micro finance. Ça montre une fois de plus l'importance des aspects de formation, commercialisation et crédit.

Les données ci-dessus du Ministère de l'Agriculture, Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH, montrent que la province dans la plupart des années n'est pas seulement autosuffisante aux céréales secondaires, mais a même un petit surplus.

Quand on utilise un norme de consommation annuel de 190 Kg, le norme utilisé par les autorités Burkinabé, le taux de couverture des céréales à Gnagna était 182% en 2002-03 (154% pour toute la région Est et 115% pour la totalité de Burkina). L'estimation pour 2005-06 est de 138% (136% pour Est et 139% pour le Burkina Faso). Ça implique que pendant certaines années il y a un surplus.

Les chiffres de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH montrent un taux de couverture suivant:

Tableau 1 Comparaison de la production définitive aux besoins de consommation

Province	Année	Population	Besoins (en tonne) (190 Kg/tête/an	Production Brute (en tonne)	Production Disponible	Taux Couverture
Gnagna	2002-2003	363.282	69.024	148.416	125.431	182%
Gnagna	2003-2004	380.558	72.306	166.988	141.439	196%
Gnagna	2004-2005	390.855	74.262	88.252	74.749	101%
Gnagna	2005-2006	393.624	74.789	105.045	88.672	119%

Source : Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH

Ça veut dire que même dans l'année mauvaise 2004 Gnagna avait un tout petit surplus. Il est bien connu cependant que beaucoup de gens n'avaient pas suffisamment de céréales secondaires à manger. La raison pour ça semble plutôt une mauvaise répartition dans la province qu'un manque de céréales absolu. Donc plutôt un problème de logistique et de répartition que de pénurie absolu.

Niébé

Chiffres concernant la production de niébé pour la période 1996-2004 sont données ci-dessous. Ce qui frappe est la grande différence entre la production dans différentes années. L'année 1999 a connu la plus grande production (tableau 2).

Tableau 2 Production de niébé dans la province de Gnagna en tonnes

Année	Tonne
1996	3.932
1997	32
1998	2.988
1999	22.218
2000	130
2001	1.345
2002	1.693
2003	6.153
2004	5.015

Source : Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH

Malheureusement il n'y a pas des données disponibles concernant la superficie et les rendements.

Maintenant des lentilles importées sont livrées par le projet CRS aux écoles à Gnagna.

CRS donne la justification suivante pour l'utilisation des lentilles : « CRS/BF continuera à utiliser les lentilles au lieu du niébé pour les raisons suivantes: temps de cuisson plus réduit, coût plus faible, faible demande en combustible et similitudes de caractéristiques du produit » (CRS 2004-2009).

On pourrait envisager que le projet remplacerait à terme ces lentilles importés par le niébé local, parce qu'il n'est pas évident que les avantages donnés dessus sont plus fortes que les avantages d'une injection financière pour la région. Même si c'est le cas pour le court terme, ce n'est pas le cas pour le long terme quand il n'y aura plus, ou moins, d'aide alimentaire à la région.

Il y a aussi l'expérience dans des autres régions du pays par le PAM dont les achats de niébé local ont augmenté depuis 2003/04 parce que les bénéficiaires préfèrent le niébé local des lentilles jaune ou vert offerts avant.

Arachides et sésame

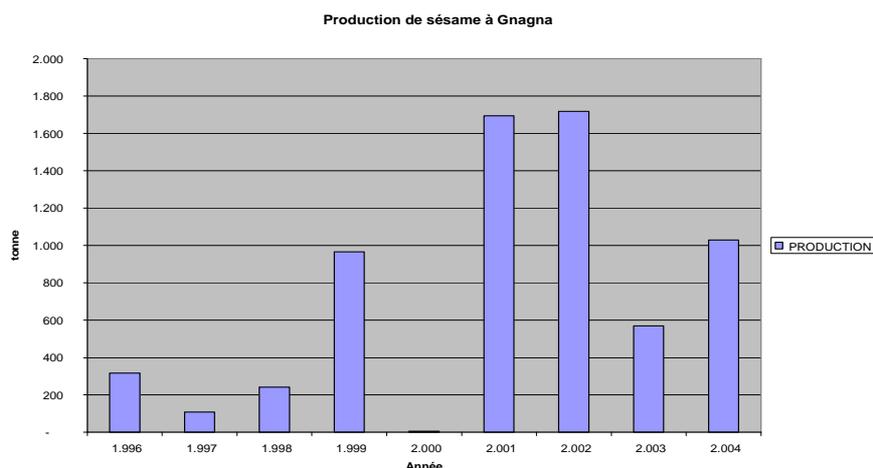
En plus de la commercialisation des céréales secondaires et le niébé on pourrait faire attention à la commercialisation des arachides. L'augmentation de la production des arachides est frappante, d'une moyenne de 5.486 tonnes sur 1984-89 à 22.953 tonnes pendant 1990-99 et même 34.718 tonnes sur 2000-04. Donc surtout dans la période 1990-99 il y avait une grande augmentation de la production totale, bien que la production flote beaucoup d'une année à l'autre.

La superficie utilisée à cette fin a monté d'un moyen de 1.045 ha pendant 1984-89 à 24.549 ha sur 1990-99 et 46.597 ha sur 2000-04. Ça veut dire qu'ici, comme avec les céréales, une augmentation de la terre cultivée est la raison principale pour l'augmentation de la production.

Il semble que sur ce plan il y a des possibilités d'augmentation des rendements, comme avec les céréales secondaires.

Le graphe suivant montre que la production de sésame a monté depuis 1996 aussi.

Graphe 3 Production de sésame à Gnagna 1996 – 2004



Source : A base des données de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH

Cantines scolaires

Les données concernant la production montrent que la province connaît dans plusieurs années un surplus de céréales secondaires. Au niveau du ménage ça veut dire que le producteur peut vendre partie de sa production. Avec les recettes il peut satisfaire à ses besoins financiers tels que le paiement des cotisations scolaires de ses enfants. L'école ensuite utilise partie de ses recettes pour les repas scolaires. A Gnagna par contre les vivres pour les repas scolaires sont distribués gratuitement, des vivres importés. C'est un grand avantage pour les écoles qui peuvent à cause de ça fournir leurs élèves un bon repas à un prix très faible.

Donc d'un côté il y a une importation de vivres et de l'autre côté il y a un surplus local de céréales. Pour les cantines scolaires le défi est de regarder le futur, le moment que les cantines scolaires ne sont plus prises en charge par un donateur mais par le Gouvernement Burkinabè seul. Est-il en ce moment pas plus efficace que la province livre sa propre nourriture plutôt que d'importer les vivres des autres régions du pays (ou même de l'étranger) avec tous les coûts additionnels ?

Que la province ne peut pas livrer tous les produits de qualité qui sont livrés maintenant est évident. Cependant, nombre de produits peuvent être remplacés par des produits locaux, par exemple les lentilles par le niébé et le bulgur wheat par le maïs ou le mil. Il est vrai que le bulgur wheat est un produit de haute énergie donc remplacement par le maïs ou le mil exige une addition d'autres matières nutritives.

Le PAM a commencé des recherches pour possibilités d'enrichir des vivres dans le pays. Quand toutes les organisations intervenant au Burkina dans le domaine de l'aide alimentaire travailleraient ensemble dans ce domaine les possibilités d'une telle facilité locale seraient encore plus grandes.

En tout cas beaucoup d'attention est requise pour la période après laquelle le donateur a arrêté son programme de cantines scolaires. Ici il y a une possibilité pour le volet agriculture du projet CRS pour prendre action afin d'assurer que les mêmes producteurs qui maintenant sont appuyés par l'assistance technique du projet auront des possibilités de commercialisation dans leur propre province³.

Le volet cantines scolaires donne des rations mensuelles aux filles avec un taux de présence mensuelle de 90%. Ces rations consistent de farine de maïs.

La farine de maïs est donnée parce que si on ne donne pas de farine, les filles doivent piler le mil et comme ça elles auront moins de possibilités pour aller à l'école.

Cependant, le projet pourrait aussi ne pas donner la farine de maïs des céréales et les faire décortiquer dans les moulins locaux. De cette façon on stimule l'emploi local.

Pour le futur des cantines scolaires plusieurs possibilités pourront être étudiées. 1) L'école peut produire partie de ses besoins avec des jardins scolaires. 2) Les parents peuvent livrer à l'école, ou 3) les écoles achètent elles-mêmes sur le marché dont elles ont besoin⁴. 4) Une quatrième possibilité est l'achat central et distribution aux écoles.

L'importance des jardins scolaires a été reconnue et des actions dans ce domaine ont commencé.

Il est intéressant ce que le 'Task Force on Hunger' écrit concernant 'homegrown school feeding programs': "Homegrown school feeding programs can provide a powerful incentive to local farmers to produce and sell more food. A guaranteed price gives farmers greater

incentives to obtain credit to make investments in soil health, water management, and higher quality seeds. If scaled up, this approach could generate significant agricultural demand”⁵. La deuxième option impliquerait que les parents paient partie de leurs cotisations en vivres. Dans ce cas l'école devrait immédiatement après la récolte se réunir avec les parents afin de déterminer combien chaque parent doit livrer à quel prix. L'école conclut un contrat avec les producteurs qui paient de cette façon leurs frais école. Ils sont tenus à livrer à un prix négocié avec l'école.

Option 3 contient des transactions sur le marché dans quel cas l'école peut mieux prendre en compte la qualité des produits locaux offerts.

La quatrième option finalement exige une plus grande organisation et peut être mieux comparée avec la situation actuelle, sauf que maintenant les vivres ne sont pas achetés sur place mais importés.

Une grande différence entre options 2 et 3 d'une côté, et option 4 de l'autre côté est que les options 2 et 3 économisent les frais de transport.

Options 2 et 3 dans lesquelles les écoles ne reçoivent plus la nourriture mais les fonds pour acheter les vivres, ont les avantages suivants:

- Moins de frais de transport et de transaction.
- L'argent nécessaire à faire fonctionner une organisation d'aide alimentaire scolaire est utilisé par les écoles mêmes.
- Non seulement les gens avec un surplus bénéficient des achats locaux, aussi les autres parce que des liquidités sont transférées de l'école au milieu rural. De cette façon le pouvoir d'achat augmente et l'économie locale est renforcée, ce qui donne des effets multiplicateurs.
- Il prend beaucoup de temps et des efforts aux paysans de vendre leur produit à un lieu où ils reçoivent un bon prix. Vendre à l'école de l'enfant rend les choses plus faciles pour eux.
- Les bénéficiaires de l'aide alimentaire reçoivent leurs rations, tandis que les producteurs sont payés.
- Un autre avantage pour les écoles est qu'ils n'ont plus besoin d'un grand magasin de stockage.
- Si le paysan ne veut plus livrer parce que les prix ont augmentés, l'école peut conclure acheter sur le marché étant qu'ils possèdent les fonds à faire ça.

L'économie des coûts de transport et de transaction s'applique non seulement à l'importation des vivres pour les cantines scolaires dans la province, mais aussi au surplus des vivres qui restent désormais dans la région

L'argent qui est nécessaire pour faire fonctionner une organisation de cantines scolaires peut être versée aux écoles afin d'acheter des vivres localement. Non seulement l'argent utilisée pour l'organisation peut être utilisée de cette façon dans la province propre, aussi l'argent qui est utilisé pour l'achat des vivres dans des autres régions ou même dans des autres pays est dépensé dans la propre région et contribue de cette façon à un renforcement de l'économie locale.

On peut se demander comment à faire dans les années qu'il n'y a pas de surplus de production. Dans ces années il est au gouvernement central de prendre soin d'une distribution

dans la région (si elle la fait elle-même ou à travers les commerçants n'est pas important ici pour le temps que la distribution soit assurée). Parce que les écoles ont un propre budget pour achat sur le marché il y a déjà un pouvoir d'achat dans la région rurale.

Conclusions

- Le fait qu'en temps de pénurie il y a beaucoup de gens qui n'ont pas suffisamment accès à la nourriture suggère que la cause du problème est plutôt une mauvaise répartition dans la province qu'un manque de céréales absolu. La production de la province est dans la plupart des années plus que suffisante pour nourrir toute la population.
- L'augmentation de la production dans la province de Gnagna est due essentiellement à l'agrandissement de la terre cultivée, ce qui suggère qu'il y existe des possibilités pour une augmentation des rendements. Afin d'arriver à ça les producteurs ont besoin de formation, moyens financiers (e.a. crédit), et intrants et semences améliorées.
- Il est important que le Gouvernement continue ses efforts de rassembler et distribuer les données concernant la récolte (attendue) et de la consommation. Ça crée des possibilités pour les acteurs de marché d'anticiper les surplus/pénuries attendues.
- Pour les cantines scolaires il serait bien d'étudier davantage les possibilités de livraison des vivres locaux.

Notes

¹ Ministère de l'Agriculture, Service des Statistiques Agricoles: Méthodologie d'évaluation de la production céréalière et d'élaboration des bilans céréaliers, 1998/99.

Le coefficient de variation (C.V) mesure l'erreur relative commise sur l'estimation. Un coefficient de variation faible signifie que l'erreur commise est faible, donc les résultats obtenus sont fiables.

² Source: Calculs à partir des données de la Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH.

³ Il n'est pas clair si dans le volet cantines scolaires de CRS les étudiants des écoles à Gnagna sont dans les groupes 1, 2 ou 3. Dans les groupes 1 et 2 déjà une diminution des rations est prévue.

⁴ Idée proposée par M. Alain Houyoux, Conseiller Technique de l'UE

⁵ UN Millennium Project, Task Force on Hunger : Halving hunger: it can be done, 2005

References

- Catholic Relief Services/Burkina Faso Années Fiscales 2004 – 2009 Proposition de programme d'assistance au développement
- Govt du Burkina Faso Ministère de l'Agriculture, Service des Statistiques Agricoles: Méthodologie d'évaluation de la production céréalière et d'élaboration des bilans céréaliers, 1998/99

-
- Govt du Burkina Faso Ministère de l'Agriculture, Direction des Statistiques Agricoles/DGPSA/MAHRH
 - Projet de recherche TASIM-AO : La commercialisation vivrière paysanne au Burkina Faso, Synthèse des études régionales Dédougou, Fada M'Gourma et Kaya, Janvier 2004
 - UN Millennium Project, Task Force on Hunger : Halving hunger: it can be done, 2005

Ruud Bronkhorst
Mars 2007
rbronkh@planet.nl